
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 44

Bill No. 44

Loi constituant la Société
de développement coopératif

An Act to incorporate the Société
de développement coopératif

Première lecture

First reading



MADAME PAYETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 44

Loi constituant la Société
de développement coopératif

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «Conseil de la coopération du Québec»: le Conseil de la coopération du Québec constitué par lettres patentes octroyées en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) le 8 janvier 1940;

b) «coopérateur-souscripteur»: une fédération de caisses d'épargne et de crédit constituée en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) ou un membre du Conseil de la coopération du Québec qui verse, conformément à la présente loi, des avances ou autres sommes à la Société de développement coopératif;

c) «entreprise coopérative»: une société constituée en vertu de la Loi des

Bill No. 44

An Act to incorporate the Société
de développement coopératif

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) "Conseil de la coopération du Québec" means the Conseil de la coopération du Québec incorporated 8 January 1940 by letters patent granted under Part III of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271);

(b) "subscribing cooperator" means a federation of savings and credit unions incorporated under the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) or a member of the Conseil de la coopération du Québec paying, in conformity with this act, advances or other sums to the Société de développement coopératif;

(c) "cooperative undertaking" means a corporation incorporated under the

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société de développement coopératif.

La Société a pour objet d'apporter à certaines entreprises coopératives une aide financière et les services susceptibles de stimuler leur création et leur développement.

L'administration de la Société est confiée à un conseil composé de onze membres nommés par le gouvernement, dont certains sur la recommandation du Conseil de la coopération du Québec.

À même les avances annuelles de \$1,000,000 qui lui sont consenties par le ministre des finances et par des coopérateurs-souscripteurs tels que définis au projet de loi, la Société peut, à des conditions déterminées, aider financièrement des entreprises coopératives en leur consentant des prêts, en souscrivant des valeurs de leur capital social ou en garantissant des emprunts qu'elles ont obtenus.

À même une somme annuelle de \$400,000 qui lui est versée par le ministre des finances et d'autres sommes supplémentaires et additionnelles qui peuvent lui être versées par des coopérateurs-souscripteurs et par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, la Société peut assurer aux entreprises coopératives

EXPLANATORY NOTES

This bill provides for the incorporation and organization of the Société de développement coopératif, herein called "the corporation".

The object of the corporation is to grant certain cooperative undertakings financial assistance and services designed to aid in their establishment and development.

The administration of the corporation will be in the hands of a board of eleven directors appointed by the Government, certain of them on the recommendation of the Conseil de la coopération du Québec.

Out of the amounts of \$1,000,000 advanced each year to the corporation by the Minister of Finance and the subscribing cooperators as defined in the bill, the corporation may, on specific conditions, give financial assistance to cooperative undertakings by granting them loans, subscribing shares of their capital stock or guaranteeing the loans they are granted.

Out of an annual amount of \$400,000 paid to it by the Minister of Finance, and other supplementary and additional sums it may be paid by the subscribing cooperators and the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, the corporation may supply cooperative undertakings with technical assistance, and consult-

sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), un syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) pour des fins économiques autres que le crédit et la prévoyance, une association coopérative constituée en vertu de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) pour les fins prévues à l'article 3 de ladite loi et une fédération de telles sociétés ou associations;

d) «ministre»: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;

e) «Société»: la Société de développement coopératif constituée en vertu de la présente loi.

Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124), a cooperative syndicate incorporated under the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) for economic purposes other than credit and providence, a cooperative association incorporated under the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292) for the purposes contemplated in section 3 of the said act, and a federation of such corporations or associations;

(d) "Minister" means the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;

(e) "corporation" means the Société de développement coopératif incorporated under this act.

SECTION II

CONSTITUTION ET ORGANISATION

2. Un organisme est constitué sous le nom de Société de développement coopératif.

3. La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

4. La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans un autre endroit au Québec, avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

5. La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

DIVISION II

INCORPORATION AND ORGANIZATION

2. A body, hereinafter called "the corporation", is incorporated under the name of "Société de développement coopératif".

3. The corporation is a corporation within the meaning of the Civil Code and has the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

4. The head office of the corporation is in the territory of the Québec Urban Community, but it may be transferred to another place in the province of Québec with the approval of the Government; such change shall come into force upon publication of a notice thereof in the *Gazette officielle du Québec*.

5. The corporation may hold its sittings anywhere in the province of Québec.

des services d'assistance technique, de consultation, d'information, de gestion et d'administration. *ing, information, management and administrative services.*

Le projet de loi délimite les pouvoirs d'emprunt et de placement de la Société. *The bill sets limits to the amounts the corporation may borrow or invest.*

6. La Société a pour objet d'apporter aux entreprises coopératives une aide financière et les services susceptibles de stimuler leur création et leur développement.

7. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de onze membres.

8. Nul ne peut être membre du conseil d'administration de la Société s'il n'est pas domicilié au Québec.

9. Le gouvernement nomme cinq membres du conseil d'administration sur la recommandation du Conseil de la coopération du Québec et un autre membre qui est choisi à même une liste de cinq membres d'une ou plusieurs entreprises coopératives non affiliées à une fédération.

Cette liste est transmise par le Conseil de la coopération du Québec dans les plus brefs délais de l'entrée en vigueur de la présente loi et, par la suite, avant le premier février qui précède l'expiration du mandat du membre à remplacer.

10. Cinq autres membres sont nommés par le gouvernement.

11. À défaut par le Conseil de la coopération du Québec de se conformer aux articles 9 et 13, le gouvernement nomme lui-même les personnes qu'il juge représentatives dans le milieu coopératif.

12. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour deux années financières de la Société.

13. Les premiers membres du conseil d'administration sont nommés dans les plus brefs délais de l'entrée en vigueur de la présente loi et demeurent

6. The object of the corporation is to supply cooperative undertakings with financial assistance and any service designed to aid in their establishment and development.

7. The affairs of the corporation shall be administered by a board of eleven directors.

8. No one shall be a member of the board of directors of the corporation unless he is domiciled in the province of Québec.

9. The Government shall appoint five members to the board of directors upon the recommendation of the Conseil de la coopération du Québec, and one other member, to be chosen from a list of five members of one or more cooperative undertakings not affiliated with a federation.

The list shall be forwarded by the Conseil de la coopération du Québec as soon as possible after the coming into force of this act and, thereafter, before the first of February preceding the expiry of the term of office of the member to be replaced.

10. Five other members shall be appointed by the Government.

11. Should the Conseil de la coopération du Québec fail to comply with sections 9 and 13, the Government shall itself appoint the persons it deems representative of the cooperative field.

12. The members of the board of directors shall be appointed for two fiscal years of the corporation.

13. The first members of the board of directors shall be appointed as soon as possible after the coming into force of this act and shall remain in office

en fonctions durant la période comprise entre la date de leur nomination et le 31 mars suivant les douze mois qui suivent la date de cette nomination.

14. Les membres du conseil d'administration restent en fonctions notwithstanding l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. Cependant, ils ne peuvent être ainsi nommés ou remplacés que pour la durée non écoulée de la période visée à l'article 12.

15. Lorsqu'il survient une vacance parmi les membres du conseil d'administration, le ministre recommande au gouvernement la nomination d'une personne de son choix, après avoir consulté le Conseil de la coopération du Québec lorsque le membre à remplacer en est un visé dans l'article 9.

16. Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

[[**17.** Le gouvernement fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des membres du conseil d'administration.]]

18. Les membres du conseil d'administration élisent chaque année, parmi eux, un président et un vice-président de la Société ainsi que tout autre officier dont les règlements de la Société prévoient l'élection.

19. Le président doit veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration.

for the period between the date of their appointment and 31 March following the twelve month period beginning with the date of that appointment.

14. The members of the board of directors shall remain in office notwithstanding the expiry of their term of office, until they are reappointed or replaced. However, they shall not be so appointed or replaced except for the unexpired portion of the period contemplated in section 12.

15. Where a vacancy occurs among the members of the board of directors, the Minister shall make a recommendation to the Government for the appointment of the person of his choice, after consultation with the Conseil de la coopération du Québec, when the member to be replaced is among those contemplated in section 9.

16. Every vacancy among the members of the board of directors shall be filled for only the unexpired portion of the term of office of the member to be replaced.

[[**17.** The Government shall fix the salary or, if necessary, the additional salary, allowances and fees of the members of the board of directors.]]

18. The members of the board of directors shall elect each year from among their number a chairman and a vice-chairman of the corporation, and every officer whose election is provided for in the regulations.

19. The chairman shall see that the decisions of the board of directors are carried out.

Au cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président, le vice-président le remplace.

20. Le conseil d'administration constitue parmi ses membres un comité exécutif composé de sept membres. Outre le président de la Société qui en est membre d'office et président, ce comité comprend trois des cinq membres nommés en vertu de l'article 10.

Le comité exécutif exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par les règlements de régie interne de la Société.

21. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les deux mois et le comité exécutif au moins une fois par mois.

22. Le président de la Société ou deux membres du conseil d'administration peuvent convoquer une séance du conseil d'administration; le président du comité exécutif ou deux membres de ce comité peuvent convoquer une séance du comité exécutif.

23. Le quorum du conseil d'administration est de six membres. Celui du comité exécutif est de quatre membres.

24. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration ou du comité exécutif, signés par le président de la société ou par toute autre personne autorisée à cette fin par les règlements de régie interne de la Société, font preuve par eux-mêmes de leur contenu.

25. La Société peut adopter des règlements pour sa régie interne et son administration.

If the chairman is absent or temporarily unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman.

20. The board of directors shall appoint seven of its members to be an executive committee. In addition to the chairman of the corporation, who shall be a member *ex officio* and the chairman of the committee, the committee shall include three of the five members appointed under section 10.

The executive committee shall exercise the powers assigned to it by the internal management by-laws of the corporation.

21. The board of directors shall meet at least bi-monthly, and the executive committee, at least monthly.

22. The chairman of the corporation or two members of the board of directors may call a meeting of the board of directors; the chairman of the executive committee or two members thereof may call a meeting of the executive committee.

23. Six members are a quorum of the board of directors. Four members are a quorum of the executive committee.

24. The minutes of the sittings of the board of directors or of the executive committee, signed by the chairman of the corporation or by any other person authorized therefor by the internal management by-laws of the corporation, are *prima facie* proof of their contents.

25. The corporation may make by-laws for its internal management and administration.

Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et entrent en vigueur à la date de cette approbation.

26. Un membre du conseil d'administration de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise autre qu'une entreprise coopérative mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Un membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise coopérative avec laquelle la Société a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de voter sur toute question qui est relative à cette entreprise coopérative.

SECTION III

AIDE FINANCIÈRE

[[**27.** Le ministre des finances verse, à même le fonds consolidé du revenu, des avances à la Société pour un montant de \$700,000 durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978, de \$600,000 durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1979 et de \$500,000 pour chacune des années financières subséquentes.]]

28. L'obligation qui incombe au ministre des finances en vertu de l'article 27 est conditionnelle à ce que des coopérateurs-souscripteurs versent de semblables avances à la Société pour une somme de \$300,000 durant l'année fi-

These by-laws shall be submitted for approval to the Minister, and come into force on the date of that approval.

26. No director shall, on pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in an undertaking, other than a cooperative undertaking, creating a conflict between his personal interest and that of the corporation.

However, he shall not be removed from office if such an interest devolves to him by succession or gift, provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Every director having a direct or indirect interest in a cooperative undertaking with which the corporation is or intends to become engaged in business dealings shall, on pain of forfeiture of office, mention such interest and refrain from voting on any question in connection with that cooperative undertaking.

DIVISION III

FINANCIAL ASSISTANCE

[[**27.** The Minister of Finance shall advance to the corporation, out of the consolidated revenue fund, \$700,000 during the fiscal year of the Government ending 31 March 1978, \$600,000 during the fiscal year of the Government ending 31 March 1979 and \$500,000 for each subsequent fiscal year.]]

28. The obligation devolving on the Minister of Finance under section 27 applies only if the subscribing co-operators advance on their part to the corporation an amount of \$300,000 during the fiscal year of the corporation

nancière de la Société se terminant le 31 mars 1978, de \$400,000 durant l'année financière de la Société se terminant le 31 mars 1979 et de \$500,000 pour chacune des années financières subséquentes.

29. Au moyen de ces avances, la Société peut, dans la poursuite de ces objets, consentir des prêts à une entreprise coopérative, souscrire des actions, parts sociales ou parts privilégiées du capital social d'une entreprise coopérative ou garantir le remboursement d'un prêt qui a été consenti à cette dernière.

30. La Société ne peut souscrire dans le capital social d'une même entreprise coopérative une somme supérieure à trois fois le montant total des actions, parts sociales ou parts privilégiées autrement souscrites et payées dans le capital social de cette entreprise.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le montant total des actions, parts sociales ou parts privilégiées souscrites et payées ne doit pas inclure le montant d'actions, parts sociales ou parts privilégiées que la Société a souscrit antérieurement.

31. L'aide financière totale accordée par la Société durant une année financière à une même entreprise coopérative en vertu de l'article 29 ne peut excéder \$100,000.

32. Le montant total des prêts garantis par hypothèque que peut consentir la Société durant une année financière ne peut excéder \$100,000 plus les sommes provenant des remboursements de ces prêts hypothécaires, lesquelles peuvent être remployées à cette fin.

33. Lorsque la Société garantit le remboursement d'un prêt qui a été con-

ending 31 March 1978, \$400,000 during the fiscal year of the corporation ending 31 March 1979 and \$500,000 for each subsequent fiscal year.

29. By means of such amounts advanced, the corporation may, to achieve its objects, make loans to a cooperative undertaking, subscribe common or preferred shares of the capital stock of a cooperative undertaking or guarantee the repayment of a loan made to such an undertaking.

30. The corporation shall not subscribe capital stock of a single cooperative undertaking for an amount greater than three times the total amount of the common or preferred shares, otherwise subscribed and paid-up, of the capital stock of that undertaking.

For the purposes of the preceding paragraph, the total amount of the common or preferred shares subscribed and paid-up must not include the amount of the common or preferred shares previously subscribed by the corporation.

31. The total financial assistance granted by the corporation in a fiscal year to a single cooperative undertaking under section 29 shall not exceed \$100,000.

32. The total amount of the loans guaranteed by hypothec which may be granted by the corporation in a fiscal year shall not exceed \$100,000 in addition to the sums from the repayment of those hypothecary loans, which may be re-used for the same purpose.

33. When the corporation guarantees the repayment of a loan granted to

senti à une entreprise coopérative, elle doit établir et maintenir pour la durée de cette garantie une réserve équivalente à au moins 50% du montant de cette garantie.

Le montant total des garanties ainsi accordées ne doit pas excéder 10% de l'actif de la Société.

34. La Société peut imposer à une entreprise coopérative, à qui elle a accordé une aide financière, l'obligation de convoquer et d'admettre aux séances de son conseil d'administration, pour une durée déterminée, un observateur qu'elle désigne.

SECTION IV

SERVICES

[[**35.** Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978 et pour chaque année financière subséquente la somme de \$400,000.

Afin de pourvoir au financement de projets spéciaux prévus au budget de la Société, des sommes supplémentaires peuvent être versées à la Société par le ministre, à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale pour toute année financière du gouvernement postérieure à celle de 1977/1978.]]

[[**36.** Le ministre peut également verser à la Société, à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale, toute somme additionnelle à celles versées en vertu de l'article 35 à la condition que des coopérateurs-souscripteurs se soient engagés à verser, aux mêmes conditions, une somme équivalente.

a cooperative undertaking, it shall set aside and keep for the duration of that guarantee a reserve fund equivalent to at least 50% of the amount of the guarantee.

The total amount of the guarantees so granted shall not exceed 10% of the assets of the corporation.

34. The corporation may require a cooperative undertaking to which it has granted financial assistance, to convene and admit to the sittings of its board of directors, for a stated time, an observer designated by the corporation.

DIVISION IV

SERVICES

[[**35.** The Minister of Finance may pay to the corporation, out of the consolidated revenue fund, for the fiscal year of the Government ending 31 March 1978, and for every subsequent fiscal year, the sum of \$400,000.

To provide for the financing of special projects included in the budget of the corporation, additional sums may be paid to the corporation by the Minister, out of the appropriations voted each year for that purpose by the National Assembly for any fiscal year of the Government after fiscal 1977/1978.]]

[[**36.** The Minister may also pay to the corporation, out of the appropriations voted each year for that purpose by the National Assembly, any sum additional to those paid under section 35, provided that the subscribing co-operators have agreed to pay an equivalent amount on the same conditions.

Le total des sommes additionnelles versées par le ministre et les coopérateurs-souscripteurs ne peut excéder, pour une même année financière de la Société, la somme de \$100,000 ou toute autre somme dont pourront convenir le ministre et le Conseil de la coopération du Québec.]]

37. Les sommes versées par le ministre des finances ou le ministre en vertu des articles 35 et 36 servent à défrayer les dépenses d'administration et toutes autres dépenses de la Société encourues pour l'application de la présente section.

38. Dans la poursuite de ses objets, la Société peut, à titre gratuit ou onéreux:

a) fournir une assistance technique et des services de consultation aux entreprises coopératives;

b) offrir des programmes de formation pour les administrateurs, les cadres et les employés des entreprises coopératives;

c) à l'intention des membres des entreprises coopératives ou des personnes qui ont l'intention de constituer de telles entreprises, recueillir, analyser, publier et diffuser des renseignements et fournir des services de consultation sur:

i. les techniques, les méthodes et les pratiques nécessaires à l'administration d'une entreprise coopérative;

ii. les programmes gouvernementaux d'aide et d'encouragement aux diverses formes d'entreprises;

iii. toutes autres formes d'aide aux entreprises;

d) assumer temporairement, à la demande d'une entreprise coopérative en difficulté, la gestion partielle ou totale de cette entreprise;

e) superviser l'administration d'une entreprise coopérative à qui elle a ap-

The total amount of the additional sums paid by the Minister and subscribing cooperators shall not exceed, for a fiscal year of the corporation, the sum of \$100,000 or any other sum that may be agreed by the Minister and the Conseil de la Coopération du Québec.]]

37. The sums paid by the Minister of Finance or the Minister under sections 35 and 36 shall be used to meet the administrative expenses and all other expenses of the corporation incurred for the carrying out of this division.

38. To achieve its objects, the corporation may, free of charge or for a consideration:

(a) supply technical assistance and consulting services to cooperative undertakings;

(b) offer training programmes for the directors, officers and employees of cooperative undertakings;

(c) for the members of cooperative undertakings or the persons intending to set up such undertakings, collect, analyse, publish and distribute information, and supply consulting services, on:

(i) the techniques, methods and practices necessary to administer a cooperative undertaking;

(ii) the government programmes of assistance and promotion for various forms of undertakings;

(iii) any other forms of assistance to undertakings;

(d) temporarily assume, at the request of a cooperative undertaking in difficulty, a part or the whole of the management of that undertaking;

(e) supervise the management of a cooperative undertaking to which it has

porté ou se propose d'apporter une aide financière.

39. La Société peut collaborer avec tout organisme voué au développement des entreprises, à la coordination des programmes de formation et d'assistance offerts aux membres des entreprises coopératives.

40. La Société peut assumer, à titre d'assistance technique, à l'exclusion des intérêts, les frais incidents à l'aide financière prévue à la section III.

granted or intends to grant financial assistance.

39. The corporation may cooperate with any body dedicated to the development of undertakings, in order to coordinate training and assistance programmes offered to members of cooperative undertakings.

40. The corporation may assume the expenses, excluding interest, connected with the financial assistance contemplated in Division III, as technical assistance.

SECTION V

EMPRUNTS ET PLACEMENTS

41. La Société ne peut contracter des emprunts sauf pour combler ses besoins temporaires de liquidité.

42. Les sommes que la Société ne peut utiliser immédiatement dans la poursuite de ses objets peuvent être placées dans des obligations ou autres titres de créance pourvu que leur échéance n'excède pas un an et que le remboursement du principal et des intérêts soit garanti ou assuré par le gouvernement du Québec ou celui du Canada.

43. Les fonds non utilisés ou placés par la Société doivent être déposés dans une banque ou dans une institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

SECTION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

44. La Société ne peut acquérir des biens-fonds sauf pour assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due. Cependant, elle doit

DIVISION V

LOANS AND INVESTMENTS

41. The corporation shall not negotiate loans except to meet its temporary cash needs.

42. The sums the corporation cannot use immediately in the pursuit of its objects may be invested in bonds or other evidences of indebtedness, provided their term is not over one year and repayment of capital and interest is guaranteed or insured by the Government of Québec or of Canada.

43. Moneys neither used nor invested by the corporation shall be deposited in a bank or in an institution registered with the Québec Deposit Insurance Board.

DIVISION VI

MISCELLANEOUS PROVISIONS

44. The corporation shall not acquire real property except to secure total or partial payment of any sum owed to it. However, it shall dispose of the real

disposer des biens-fonds ainsi acquis dans un délai de trois ans qui peut être prolongé par le ministre.

45. L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

46. Avant le début de chaque année financière, la Société doit préparer et soumettre à l'approbation du ministre, à la date et dans la forme que celui-ci détermine, un budget des dépenses visées à la section IV.

47. Sans restreindre l'application de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17), la Société doit fournir mensuellement au ministre, un état de ses revenus et dépenses et un état de leur appariement aux prévisions budgétaires de la Société.

48. La Société doit en outre fournir au ministre, sur demande et dans le délai qu'il fixe, un rapport sur toute matière relative à ses activités.

49. Les livres et comptes de la Société sont vérifiés par un comptable qui est membre en règle de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

50. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au ministre et aux coopérateurs-souscripteurs les états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités de l'année financière précédente.

property so acquired within a delay of three years, which may be extended by the Minister.

45. The fiscal year of the corporation ends 31 March each year.

46. Before the commencement of each fiscal year, the corporation shall prepare, and submit for approval to the Minister, on the date and in the form determined by him, a budget of the expenses contemplated in Division IV.

47. Without restricting the application of the Financial Administration Act (1970, chapter 17), the corporation shall, every month, send to the Minister a statement of its revenues and expenditures and a statement of their correlation with the budgetary estimates of the corporation.

48. The corporation shall also provide the Minister, at his request and within such delay as he may fix, a report on any matter respecting its operations.

49. The books and accounts of the corporation shall be audited by an accountant who is a member in good standing of the Order of Chartered Accountants of Québec.

50. Not later than 30 June each year the corporation shall supply the Minister and the subscribing cooperators with the financial statements and a report of its operations for the preceding fiscal year.

SECTION VII

DISPOSITIONS FINALES

51. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

DIVISION VII

FINAL PROVISIONS

51. The Minister is responsible for the administration of this act.

52. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.

52. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Government.